



COMMUNIQUÉ
Paris, le 22/10/2021

« INDEMNITÉ INFLATION » : POUR L'ASSOCIATION « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES », LA MESURE NE RÉPOND PAS AUX ATTENTES DES FRANÇAIS ET NE PERMET PAS DE RÉGLER LE PROBLÈME DE LA HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS.

Hier soir, le Premier ministre Jean CASTEX a annoncé le versement automatique, à partir de la fin du mois de décembre, d'une « indemnité inflation » d'un montant de 100 € à tous les Français gagnant moins de 2 000 € nets par mois (environ 38 millions de citoyens), pour les aider à préserver leur pouvoir d'achat face à l'augmentation globale des prix à la consommation.

Aujourd'hui, vendredi 22 octobre 2021, l'association « 40 millions d'automobilistes » estime qu'aucune réponse efficace n'a été apportée aux automobilistes pour leur permettre d'affronter la hausse des prix des carburants. Cette « indemnité inflation » permettra temporairement aux automobilistes d'amortir le surcoût à la pompe, mais considère qu'il s'agit d'une mesure insuffisante et qui ne constitue pas une solution durable pour les Français, qui pourraient être confrontés à la flambée du prix des carburants jusqu'à la fin de l'année 2022.

L'association considère que la seule mesure juste, efficace et rapide à mettre en œuvre pour réduire l'impact de la hausse des prix des carburants sur le pouvoir d'achat des Français est la baisse de la TVA de 20 % à 5,5 % sur ces produits de première nécessité que sont les carburants.

Une mesure insuffisante et injuste

Mais pour Pierre CHASSERAY, délégué général de « 40 millions d'automobilistes », le raisonnement qui a amené le gouvernement à opter pour le versement de cette indemnité est erroné et vise plus pour Emmanuel MACRON à acheter le vote des citoyens à l'élection d'avril prochain qu'à offrir une vraie solution aux Français :

« J'ai entendu le Premier ministre prétendre que cette flambée des prix des carburants coûterait en moyenne 80 € de plus aux automobilistes. En réalité, en tenant compte des consommations et kilométrages moyens réels des Français, c'est un surcoût annuel compris entre 104 € et 127 € que subissent actuellement les automobilistes. Et encore, dans les territoires, là où on est le plus dépendant à la voiture, il n'est pas rare de parcourir plus de 20 000 km par an ; tous ces Français qui vivent et travaillent en zone rurale payent près de 160 € de plus pour faire le plein¹. Donc à tous ces automobilistes, le gouvernement dit simplement : « *on vous offre 2 semaines de carburants, remerciez-nous !* ». C'est inadmissible, de qui se moque-t-on ? Ce chèque de 100 € est davantage un pot de vin versé à 38 millions de Français en vue de l'élection présidentielle qu'une véritable aide » fulmine Pierre CHASSERAY.

De plus, en prétendant traiter la question globale de l'inflation et de l'augmentation générale des prix à la consommation, le gouvernement – qui déclarait pourtant depuis des jours vouloir cibler spécifiquement les Français qui ont le plus besoin de leur véhicule – donne droit au versement de cette prime à des usagers qui n'ont même pas de voiture, dans le même temps qu'il rend le montant de l'indemnité peu équitable pour (voire en exclut totalement) des automobilistes qui en ont grandement besoin :

¹ Calculs réalisés sur les bases suivantes :

Prix moyen du litre de gazole en 2018-2019 : 1,44 € / Prix moyen du litre de gazole en date du 22/10/2021 : 1,57 €
Soit +0,16 €/L de gazole

Prix moyen du litre de SP 95 en 2018-2019 : 1,51 € / Prix moyen du litre de SP 95 en date du 22/10/2021 : 1,67 €
Soit +0,13 €/L de SP 95

Consommation et kilométrage moyens en France (INSEE, 2020) :

Véhicule diesel : 6,1L/100 km, 16 000 km/an (soit une consommation de 976 L de gazole/an)

Véhicule essence : 7,2 L/100 km, 9 000 km/an (soit une consommation de 648 L d'essence/an)

« Le citoyen qui se déplace uniquement en cœur de ville, en vélo ou en transports en commun dont l'abonnement lui est déjà payé à 50 % par son employeur, bénéficiera de cette indemnité de 100 € au même titre que l'artisan basé en zone rurale qui parcourt chaque semaine des centaines de kilomètres pour son activité professionnelle. C'est profondément injuste, parce qu'il est évident que le second est infiniment plus pénalisé par la hausse des prix des carburants que le premier. De la même façon, l'infirmière libérale – dont le métier est de soigner et la voiture l'outil principal pour se rendre auprès de ses patients – qui gagne à peine quelques dizaines d'euros au-dessus du seuil des 2 000 € décrété arbitrairement par le gouvernement n'aura droit à rien, alors même que ses charges ont explosé ces dernières semaines. Et il y a bien d'autres exemples de laissés-pour-compte de cette mesure » illustre le délégué général.

La baisse de la TVA sur les carburants, seule mesure juste et efficace immédiatement sur le pouvoir d'achat des automobilistes

L'« indemnité inflation » n'apporte finalement aucune réponse aux difficultés des automobilistes qui utilisent chaque jour leur voiture pour effectuer leurs trajets de toutes natures.

« Cette 'indemnité inflation' est une réponse *a minima* aux difficultés rencontrées par les Français, estime Daniel QUÉRO, dirigeant de « 40 millions d'automobilistes ». Car quand on sait que l'État profite actuellement d'un trop-perçu fiscal à hauteur de 4,5 milliards d'euros grâce à la hausse des prix des carburants, ce n'est finalement que justice qu'une partie – 3,8 milliards d'euros en l'occurrence – retourne aux Français. En outre, tant qu'on n'aura pas pris de mesure qui impacte directement les prix affichés en station-service, on continuera à braquer les automobilistes à chacun de leur passage à la pompe. D'ailleurs sur les 100 € octroyés par le gouvernement et qui seront dépensés en carburants par les automobilistes, 60 € reviendront directement dans les caisses de l'État sous forme de taxes ! » explique le dirigeant associatif.

« La seule mesure réellement efficace et équitable pour endiguer durablement la hausse des prix des carburants et redonner du pouvoir d'achat aux 40 millions d'automobilistes, c'est la baisse de la TVA de 20 % à 5,5 %, au même titre que le gaz et l'électricité. Et cette mesure est nécessaire, parce qu'on ne va pas pouvoir procéder indéfiniment par versement de primes pour compenser la cherté des prix. Il faut une solution pérenne, que seule la réduction de la fiscalité permettra ; c'est pourquoi notre association continuera à militer pour son application » conclut Daniel QUÉRO.

Sous l'impulsion de l'association, la proposition de baisse de la TVA a été reprise dans les media par la candidate (PS) à l'élection présidentielle Anne HIDALGO le 6 octobre et par la candidate (RN) Marine LE PEN dès le lendemain. Michel BARNIER et Philippe JUVIN (candidats à l'investiture LR pour la présidentielle), Nicolas DUPONT-AIGNAN (candidat Debout la France), Fabien ROUSSEL (candidat PCF) et Éric ZEMMOUR (pas encore officiellement déclaré) notamment ont fait savoir par la suite qu'ils étaient également favorables à une baisse des taxes sur les carburants.

Le 18 octobre dernier, l'association a mis en ligne une pétition intitulée « [Carburants : baisse des taxes pour une baisse des prix](#) » pour défendre cette mesure ; elle a déjà réuni plus de 355 000 signataires.

CONTACT PRESSE :

Pierre CHASSERAY

presse@40ma.net

Tél. : 07 78 21 24 47



www.fil-conducteurs.com



@40MA – 40 millions d'automobilistes
@PChasseray – délégué général



www.40millionsdautomobilistes.com



À propos de « 40 millions d'automobilistes » 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.
www.40millionsdautomobilistes.com